



german  
cooperation

DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT



MINISTRY OF AGRICULTURE AND  
LIVESTOCK DEVELOPMENT



Mise en œuvre par

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

# Ensemble : Renforcer la voix des femmes pour des systèmes agroalimentaires durables

18 au 20 février 2025, Nairobi

## PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS



# Impression

La conférence « Ensemble : Renforcer la voix des femmes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables » a été organisée par



german  
cooperation  
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT



MINISTRY OF AGRICULTURE AND  
LIVESTOCK DEVELOPMENT



Mise en œuvre par

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Auteurs :

STRATEGIES !

Tanja Schubert, Conseillère Technique junior, GIZ

Stéphane De Mfouangoum, Chef de projet, GIZ

Charlott Schmidt, Conseillère Technique, GIZ

Conception :

MediaCompany – Agentur für Kommunikation GmbH

Illustrations :

NZILANI SIMU

Heri Kitisuru View Getathuru Road

P.O.Box 44934

Nairobi, Kenya

Crédits photos :

Mint Glint Media

Cette publication est financée par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et soutenue par le projet Approches féministes de l'agriculture et des systèmes alimentaires résilients (FemHub) de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Clause de non-responsabilité :

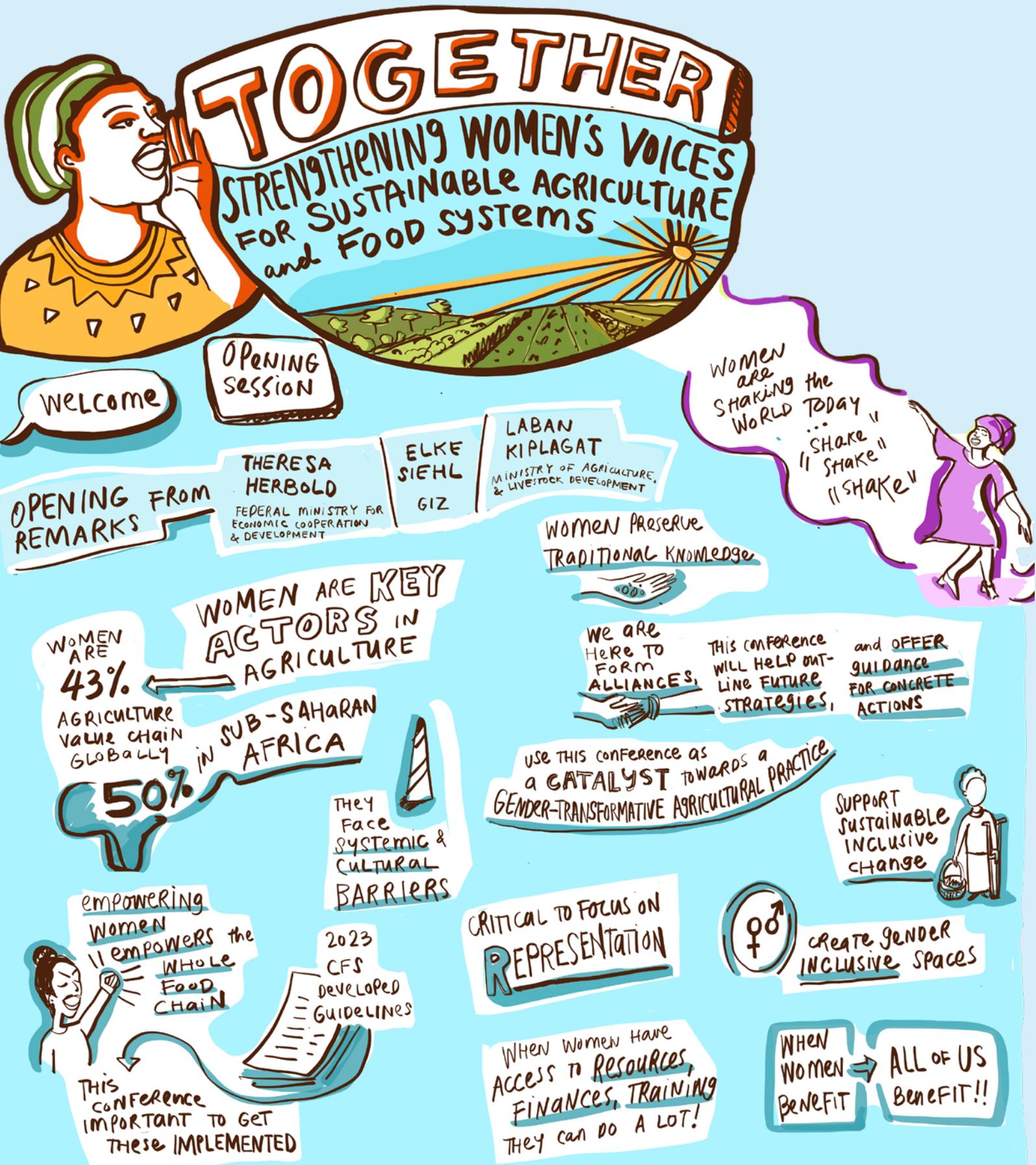
Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et des participant.e.s à l'événement et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

# Table des matières

Avant-propos	4
Introduction	6
I. Vers des systèmes agroalimentaires équitables du point de vue du genre – de la politique à la transformation	4
1. Engagements mondiaux et régionaux en faveur de l'égalité des genres dans les systèmes agroalimentaires	3
2. Conduire le changement de bas en haut : Un modèle de transformation des systèmes agroalimentaires	5
3. Principales recommandations	9
II. Voie à suivre	10



# Avant-propos



La conférence *Ensemble* pour le renforcement des voix des femmes dans les systèmes agroalimentaires n'était pas seulement un rassemblement ; c'était une déclaration d'intention puissante, un engagement collectif à impulser un véritable changement. Pendant trois jours, des agriculteur.trice.s, des décideur.euse.s politiques, des chercheur.euse.s, des organisations de la société civile (OSC) et des praticien.ne.s du développement se sont réunis pour échanger des idées, partager les meilleures pratiques et tracer des voies vers un avenir agroalimentaire plus équitable et durable.

Dès le départ, une réalité critique a été soulignée lors des discussions : les femmes sont au cœur des systèmes agroalimentaires mondiaux. Contribuant à plus de 60 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne, elles jouent un rôle fondamental dans la garantie de la sécurité alimentaire, de la stabilité économique et du développement rural<sup>1</sup>. Pourtant, leur potentiel reste contraint par des inégalités structurelles : accès limité à la terre, aux ressources financières et aux espaces de décision.

Nous avons eu l'honneur d'entendre des leaders qui ont exprimé cette urgence avec clarté et conviction. Theresa Herbold, conseillère politique principale au ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), a ouvert la conférence en déclarant : « *Nous avons besoin des femmes comme agents de changement... L'autonomisation des femmes pourrait augmenter la productivité des agriculteurs de près de 25 %, stimuler le PIB mondial de 1 % et améliorer la sécurité alimentaire de 45 millions de personnes*<sup>2</sup>. *Ce potentiel ne peut pas rester inexploité.* » Elle a souligné la politique de développement féministe de l'Allemagne, qui ancre l'égalité des genres dans le cadre des « 3R » ; *droits, ressources et représentation*, et a appelé à une collaboration systémique : « *Poussons pour un nouveau récit où inclure les femmes n'est plus considéré comme une courtoisie, mais où les femmes sont reconnues pour leur pouvoir de conduite.* »

Dr Kipronoh Ronoh Paul, Secrétaire Principal au Département d'État de l'Agriculture du Kenya, a réitéré cet appel à l'action : « *Ce n'est pas seulement une conférence,*

*cela doit être un catalyseur. Les gouvernements, les entreprises et les communautés doivent travailler ensemble pour lever les obstacles, investir dans des solutions dirigées par des femmes et créer des espaces où les femmes dirigent. L'avenir de nos systèmes agroalimentaires en dépend.* » Il a souligné la nécessité de résultats documentés pour guider les changements de politique continentale, assurant que le leadership des femmes est « *reconnu et soutenu à tous les niveaux.* »

Elke Siehl, Directrice Générale de la GIZ, a ancré le dialogue dans les faits : « *Lorsque les femmes sont autonomisées, les ménages et les communautés entières en bénéficient. La sécurité alimentaire s'améliore, la pauvreté diminue et la résilience au changement climatique se renforce.* » Elle a cité les données de la FAO montrant que l'accès égal aux ressources pourrait augmenter les rendements des exploitations agricoles des femmes de 20 à 30 %, augmentant ainsi la production agricole nationale de 2,5 à 4 %<sup>3</sup>. « *Nous avons besoin de mesures audacieuses au-delà des panels et des ateliers pour placer la justice de genre au centre des systèmes alimentaires.* »

Tout au long des sessions, un thème est resté central : la reconnaissance ne suffit pas ; l'action est requise. Les discussions animées, les ateliers interactifs et les témoignages inspirants ont démontré la profondeur de l'expertise et du dévouement parmi les participant.e.s. Mais la véritable mesure du succès résidera dans l'impact que nous créerons au-delà des salles de conférence.

Alors que nous avançons, que ce rapport serve à la fois de reflet des échanges riches partagés et de feuille de route pour un changement tangible. Les discours d'ouverture appellent à des efforts coordonnés pour démanteler les barrières et créer des espaces inclusifs où les femmes peuvent diriger. L'avenir de nos systèmes agroalimentaires en dépend, et ensemble, nous avons le pouvoir de façonner un monde plus juste et durable pour les générations à venir.

Nous exprimons notre plus profonde gratitude à toutes les intervenant.e.s, panélistes, organisateur.trice.s et participant.e.s pour leurs contributions inestimables.

1 FAO (2024) : The Status of Women in Agri-food Systems, p. 22.

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/e7689bf7-00f0-465b-ad03-e0c56ffb14b1/content>

2 FAO (2024) : The Status of Women in Agri-food Systems, p. 185.

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/e7689bf7-00f0-465b-ad03-e0c56ffb14b1/content>

3 FAO (2011) : The State of Food and Agriculture, p.5. <https://www.fao.org/4/i2050e/i2050e01.pdf>

# Introduction



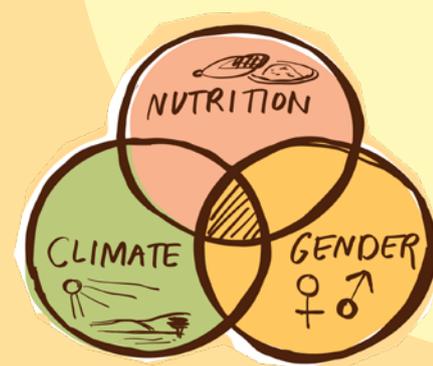
Des participant.e.s venant de 17 pays ont pris part à la conférence.

La conférence *Ensemble : Renforcer la voix des femmes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables*, tenue du 18 au 20 février 2025 à Nairobi au Kenya, a réuni plus de 80 participant.e.s venant de divers secteurs, y compris la société civile, le monde universitaire, les organisations agricoles, et le gouvernement, avec un fort accent sur les acteurs locaux de 17 pays en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Madagascar, Malawi, Kenya, Rwanda, Soudan du Sud, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Mali) et d'autres régions (Allemagne, Inde, Italie, États-Unis). Elle a été organisée par le projet Approches féministes pour les systèmes agroalimentaires résilients (FemHub), avec pour objectif de promouvoir des systèmes agroalimentaires inclusifs et équitables. La conférence a fourni une plateforme pour discuter de la manière de renforcer les femmes afin d'atteindre une participation pleine, égale et significative dans les processus de politique, de programmation et de prise de décision au sein des systèmes agroalimentaires.

Le programme de trois jours a combiné des panels de **haut niveau**, des formats interactifs tels les ateliers, les marchés et le théâtre participatif pour joindre le discours politique aux réalités sur le terrain. Les principaux thèmes abordés comprenaient :



- Niveau politique de l'égalité des genres
- La société civile, moteur du changement
- Le lien entre le climat, la nutrition et le genre
- Leadership intergénérationnel
- Systèmes de marché et justice économique
- Approches novatrices pour œuvrer en faveur de l'égalité des genres

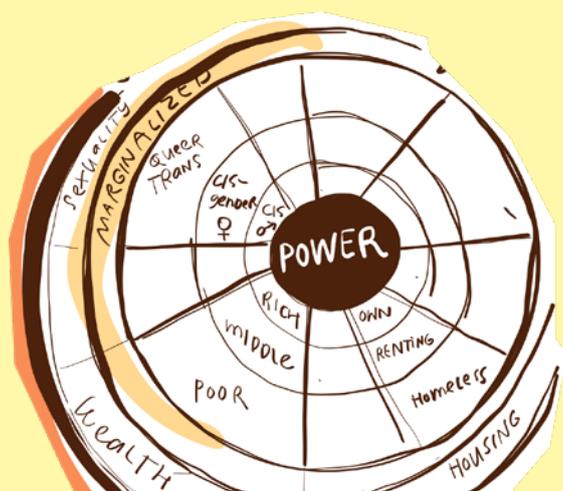


Pendant les trois jours, un message a été récurrent : la véritable représentation va au-delà de la simple présence. Les participant.e.s ont souligné que des systèmes agroalimentaires inclusifs nécessitent plus que de remplir des quotas de genre – ils exigent une participation significative, où les femmes participent activement à l'élaboration des politiques et des pratiques. Lors des panels et des ateliers, beaucoup ont réfléchi à l'écart persistant entre participation et pouvoir. Dans les espaces de décision tels que les syndicats de fermiers ou les instances politiques, les femmes sont souvent présentes, mais occupent rarement des rôles influents. Un cas du Malawi, par exemple, a révélé que bien que les femmes représentaient près de la moitié des membres du syndicat, elles occupaient moins de 15 % des postes exécutifs – ce qu'une participante a décrit avec justesse comme une « représentation sans représentation ».



Les obstacles à une participation effective sont multiples : des normes de genre profondément enracinées, des inégalités structurelles et la triple charge de travail productif, reproductif et communautaire continuent de limiter la capacité des femmes à s'engager pleinement dans la gouvernance. Comme l'a remarqué une agricultrice nigériane, « Vous ne pouvez pas vous concentrer sur les réunions politiques quand vous vous inquiétez du prochain repas de vos enfants. »

Ces réflexions soulignent une conclusion clé de la conférence : sans aborder les barrières structurelles et sociales qui limitent la voix et le leadership des femmes, les efforts en faveur de systèmes agroalimentaires inclusifs seront insuffisants.



# I. Vers des systèmes agroalimentaires justes en matière de genre – de la politique à la transformation



## 1. Engagements mondiaux et régionaux pour l'égalité des genres dans les systèmes agroalimentaires

Les efforts mondiaux visant à créer des systèmes agroalimentaires plus inclusifs et durables ont conduit à l'élaboration de plusieurs cadres politiques globaux. Ces processus œuvrent à l'intégration de l'égalité des genres, soutiennent la représentation, et fournissent des ressources pour les femmes dans les politiques et pratiques agricoles. Dans le cadre du dialogue mondial en cours sur les systèmes agroalimentaires, ces cadres contribuent à la vision globale d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire tout en amplifiant les voix des femmes, en particulier dans les domaines où elles sont traditionnellement marginalisées.



### a. Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), à travers ses [Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans la sécurité alimentaire et la nutrition](#), fournit un cadre essentiel pour aborder les disparités de genre dans les systèmes agroalimentaires.

Les directives reconnaissent la contribution essentielle des femmes à la sécurité alimentaire et à la nutrition et appellent à la protection de leurs droits, en particulier en ce qui concerne l'accès à la terre, aux ressources et aux services. Elles insistent sur la participation des femmes à la prise de décision au niveau du foyer, de la communauté et de la gouvernance, et guident les acteurs sur l'intégration des approches de genre dans les politiques agroalimentaires. Cependant, comme discuté lors de la conférence, les directives restent sous-utilisées : les directives existantes ne sont souvent pas traduites en politiques concrètes, et lorsqu'elles le sont, leur mise en œuvre est souvent insuffisante.



## b. Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires

Le [Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires](#) qui a lieu en 2021, a marqué un moment crucial pour repenser les systèmes alimentaires mondiaux et reconnaître le rôle essentiel des femmes dans la garantie de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable. Un résultat clé a été la reconnaissance de l'égalité des genres comme un élément fondamental pour construire des systèmes alimentaires durables et inclusifs. Le sommet a souligné la nécessité de politiques sensibles au genre et d'investissements accrus dans le leadership des femmes dans des domaines tels que la production alimentaire, la nutrition et l'agriculture résiliente au climat.

L'autonomisation des femmes dans l'agriculture a été mise en avant non seulement comme une question de droits humains, mais aussi comme cruciale pour relever les défis mondiaux tels que l'insécurité alimentaire, la malnutrition, le changement climatique et la pauvreté. En favorisant le leadership des femmes, le sommet a appelé à des environnements où les femmes participent activement à la définition des politiques et des pratiques qui les concernent et qui concernent le système alimentaire au sens large.

## c. Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et l'Agenda de Kampala

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), établi par l'Union africaine, vise à soutenir les pays africains dans la promotion d'un développement agricole inclusif et durable qui favorise la sécurité alimentaire, la croissance économique et la résilience. L'égalité des genres est une composante clé de cette initiative continentale. [L'agenda de Kampala](#) reconnaît spécifiquement l'importance des politiques sensibles au genre pour relever les défis auxquels sont confrontées les agricultrices, depuis l'accès aux

ressources productives jusqu'au pouvoir de décision. Ces cadres garantissent que les droits des femmes à la propriété foncière, aux services financiers et à un accès égal aux technologies et à l'éducation sont protégés, renforçant ainsi leur capacité à contribuer au développement agricole durable.

## d. Autres cadres pertinents

En plus des cadres susmentionnés, d'autres processus politiques mondiaux et régionaux contribuent également à l'égalité des genres dans l'agriculture.

Le [Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique \(Protocole de Maputo\)](#) est un cadre juridique emblématique adopté par l'Union africaine en 2003 pour promouvoir les droits des femmes à travers le continent. Dans le contexte des systèmes agroalimentaires, il a contribué à promouvoir des réformes juridiques et des actions de plaidoyer visant à améliorer l'accès des femmes à la terre, aux ressources et au pouvoir de décision - des leviers clés pour l'égalité des genres et le développement durable dans les systèmes agroalimentaires africains.

La Plateforme d'action de Beijing (1995), adoptée lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, continue d'influencer les politiques de genre dans le monde entier, en plaidant pour l'autonomisation économique des femmes, leur participation à la prise de décision et leur accès aux ressources.

La [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes \(CEDAW\)](#) adoptée par l'ONU en 1979, exige des États parties qu'ils éliminent la discrimination et promeuvent l'égalité dans tous les domaines de la vie - y compris l'éducation, l'emploi et la participation politique. Dans les systèmes agroalimentaires, la CEDAW a joué un rôle déterminant dans la formation des cadres juridiques et politiques qui favorisent l'accès égal à la terre, aux ressources

productives, au crédit, à la formation et aux services de développement rural, l'Article 14 mettant en avant les droits des femmes rurales, reconnaissant leur rôle crucial dans la sécurité alimentaire et appelant à leur pleine participation à la planification et à la mise en œuvre du développement. De même, les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 5 (Égalité entre les sexes) et l'objectif 2 (Faim zéro) emphasize women's critical role in sustainable AFS.



Chacun de ces processus de transformation vise réduire les inégalités de genre profondément enracinées au sein des systèmes agroalimentaires.

Les politiques jouent un rôle crucial dans la réduction des inégalités structurelles et la garantie des droits des femmes à la terre, aux finances et aux ressources agricoles. Des politiques bien élaborées améliorent la situation des femmes, renforçant ainsi les systèmes agroalimentaires dans leur ensemble.

Tout en reconnaissant la valeur de ces cadres, les participant.e.s ont justement remarqué que, bien que des exemples de bonnes pratiques existent, les politiques sans financement sont inefficaces, la plupart des cadres manquant de mécanismes d'application. Souvent, les politiques sont mal mises en œuvre et les cadres mondiaux, une fois ratifiés, ne sont pas traduits en politiques nationales. Cela a été souligné à différents niveaux : *panel 1, atelier sur les droits fonciers avec le cas du Cameroun*, et pour étayer cela, *dans l'atelier des leaders de la nouvelle génération*, les participant.e.s ont insisté d'« Arrêter d'avoir de nouvelles politiques » mais plutôt de « Passer à l'action. » Nous devons financer des projets, mettre en œuvre des solutions et tenir les parties prenantes responsables. Les lois existent mais les pratiques coutumières refusent encore aux femmes l'accès aux ressources productives. Et même si des indicateurs connexes existent, ils se concentrent souvent sur le nombre de participant.e.s, et non sur le pouvoir de décision, masquant une inclusion symbolique.

Ainsi, les efforts de plaidoyer, appuyés par les données, garantissent que ces politiques soient révisées, tandis que l'engagement continu des parties prenantes assure leur mise en œuvre correcte. Une fois en place, ces politiques servent de fondement à l'institutionnalisation de l'égalité des genres dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires.

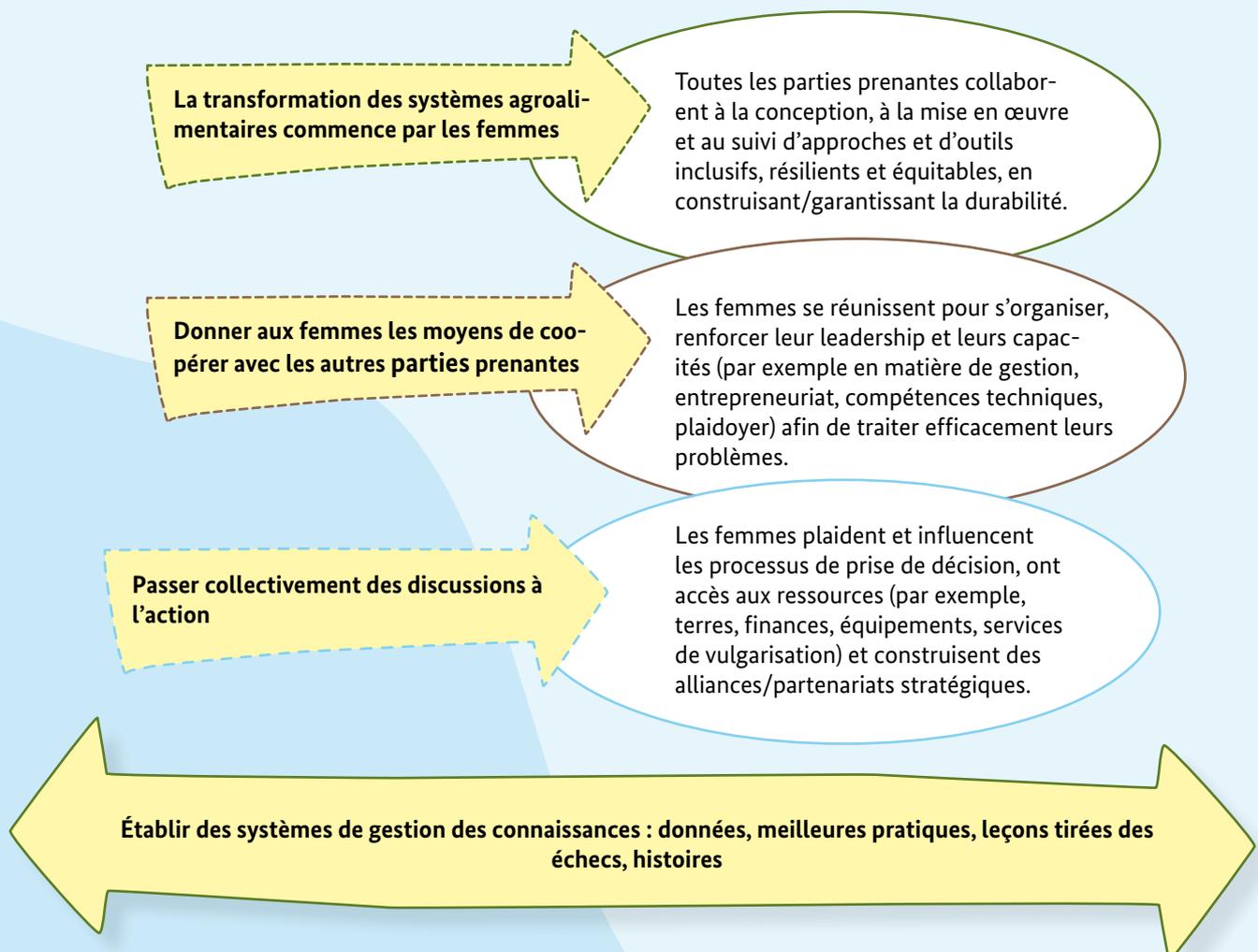


## 2. Conduire le changement à partir de la base : Un modèle de transformation des systèmes agroalimentaires

L'approche suivante a été développée par l'équipe de facilitation de la conférence STRATEGIES!, en s'appuyant sur des contributions collaboratives, des discussions et des travaux de groupe pendant la conférence. Elle vise à cristalliser ce que le **Dr Eileen Nchanji** a appelée lors du panel 1 « *une vision partagée de la transformation ancrée dans les réalités des femmes* ». L'approche se déploie en trois étapes, avec des systèmes de gestion des connaissances assurant la durabilité.

L'approche part du principe que la transformation des systèmes agroalimentaires commence par l'autonomisation des femmes, car elles sont l'épine dorsale de l'agriculture dans de nombreuses régions. En reconnaissant leurs droits en tant que droits humains, les femmes

s'organisent activement, construisent des réseaux et s'engagent avec divers acteurs pour plaider en faveur d'un changement systémique. Grâce à l'action collective, elles contribuent à des approches inclusives et équitables et impulsent la transformation au sein de leurs communautés et de leurs secteurs. Les discussions ont également souligné le rôle des gouvernements dans l'établissement de systèmes de gestion des connaissances solides et la promotion de la collaboration avec les partenaires de développement, les chercheur.euse.s et la société civile. Cela garantit que les efforts sont éclairés par des expériences vécues et des données, permettant ainsi des solutions adaptables et évolutives qui soutiennent un impact à long terme.



**ÉTAPE 1 :****La transformation commence par les femmes**

La véritable transformation commence lorsque les femmes reconnaissent leur pouvoir individuel et collectif. Cette étape fondamentale, soulignée tout au long de la conférence, implique bien plus que de simples programmes de formation.

Le panel sur « les agents de changement dans la société civile » a mis en lumière, à travers des histoires de femmes, comment ces programmes les ont aidées à comprendre que cultiver la terre devrait aussi signifier la posséder.

**UGANDA**

L'expérience en UGANDA a illustré l'importance de l'organisation collective, du renforcement des capacités et du mentorat pour autonomiser les femmes à influencer les politiques dans des secteurs stratégiques comme la pêche. Les femmes ont de plus en plus intégré le secteur de la pêche, traditionnellement dominé par les hommes, en reconnaissant qu'il constitue une source de revenu clé. Cependant, une politique gouvernementale récente a retiré une espèce de poisson spécifique du marché, ce qui a affecté de manière disproportionnée les femmes, car c'était leur principale source de subsistance.

Soutenues par le Réseau des femmes et des jeunes en pêche et aquaculture de l'Afrique de l'Est (AWFISHNET EA), les femmes se sont organisées pour renforcer leurs efforts de plaidoyer, y compris à travers des formations techniques et entrepreneuriales, grâce auxquelles elles ont acquis la confiance et les compétences nécessaires pour participer au dialogue politique.

Bien que le changement de politique ait été mis en œuvre, les femmes se mobilisent maintenant pour pousser de nouvelles réformes qui rétabliront leurs opportunités économiques et garantiront que les décisions futures soient plus inclusives.

**ÉTAPE 2 :****Permettre aux femmes d'interagir avec d'autres parties prenantes**

Avec des capacités renforcées, les groupes de femmes passent de plus en plus des initiatives locales à l'engagement direct avec les structures de pouvoir et les espaces de prise de décision. Cette phase critique de transition – passer de l'autonomisation à l'influence – a été illustrée par différents exemples.

Les deux exemples soulignent que l'engagement stratégique n'est pas accidentel ; il est rendu possible par le renforcement des capacités, la création d'alliances et l'accès aux ressources et au soutien technique. Comme cela a été souligné dans plusieurs ateliers parallèles, cette phase de transformation nécessite de construire des ponts entre l'action de base et les institutions formelles, garantissant que les voix des femmes ne soient pas seulement entendues mais qu'elles influencent activement les politiques et les flux de ressources.

**BURKINA FASO**

L'Association des Femmes 2000 au BURKINA FASO a démontré comment les groupes de femmes de base peuvent surmonter l'exclusion financière en s'engageant stratégiquement avec les banques et les institutions de microfinance. Grâce à un dialogue persistant et à la création de partenariats, elles ont obtenu l'accès au crédit pour les femmes précédemment exclues des systèmes financiers formels. Cela a non seulement amélioré les moyens de subsistance, mais a également renforcé le pouvoir de négociation collective des femmes auprès des institutions locales - un exemple puissant de la façon dont la création d'alliances stratégiques peut ouvrir de nouvelles opportunités.

De même, l'expérience du secteur piscicole en Ouganda a montré comment les femmes, après avoir été économiquement affectées par l'interdiction imposée par le gouvernement concernant la méthode de pêche « hurry up » utilisée pour le poisson argenté, se sont organisées pour plaider en faveur d'un changement de politique. Soutenues par des partenaires de développement tels que la GIZ, et grâce à la coordination du Réseau des femmes et des jeunes en pêche et aquaculture de l'Afrique de l'Est (AWFISHNET EA), ces femmes ont lancé des actions de plaidoyer ciblant les décideur.euse.s. Leurs efforts organisés comprenaient des campagnes de sensibilisation, des dialogues politiques et un réseautage stratégique; démontrant comment le plaidoyer structuré, ancré dans les réalités locales et soutenu par un appui technique et juridique, peut modifier les résultats des politiques.

**ÉTAPE 3 :****Tous ensemble – Passer à l'action collective**

La dernière étape de l'approche de transformation implique que tous les acteurs travaillent ensemble pour passer des discussions et des actions isolées à l'action collective. Cet effort collaboratif inclut tous les acteurs qui se réunissent pour concevoir, mettre en œuvre et surveiller conjointement des approches et des outils inclusifs, résilients et équitables. Cette phase souligne l'importance de l'action collective, de la responsabilité partagée et de la redevabilité pour atteindre un succès à long terme. Comme cela a été souligné dans différents panels et ateliers parallèles, nous devons intégrer les jeunes, développer des approches respectueuses du climat et travailler vers des systèmes de gouvernance solides dans nos pays.

Tout au long du processus de transformation, le renforcement de la gestion des connaissances est un aspect clé. Cela implique, par exemple:

→ Ancrer la transformation dans les données et les indicateurs : une transformation efficace nécessite des bases solides. La collecte et la surveillance de données ventilées par sexe et d'indicateurs pertinents, tant quantitatifs (par exemple, les titres fonciers délivrés) que qualitatifs (par exemple, les changements dans les normes sociales), sont des outils cruciaux pour le changement. Les données informent le plaidoyer en identifiant les besoins, les défis et les lacunes tout en façonnant les messages clés et les publics cibles. Cela aidera à suivre les progrès, à éclairer les décisions et à garantir que les interventions restent inclusives et fondées sur des preuves.

→ Transformer les données en récits qui inspirent l'action : au-delà des chiffres, la narration joue un rôle puissant dans la conduite du changement. Les aperçus qualitatifs sur les expériences vécues par les femmes sont essentiels, en notant que « les questions des femmes sont qualitatives ; elles concernent les émotions, les perceptions et les expériences vécues ». Documenter les histoires de réussite de groupes/réseaux ou le parcours de leadership de femmes individuelles aiderait à rendre visibles les contributions invisibles. Cela met également en lumière les réussites et les échecs, alimentant ainsi l'apprentissage et l'amélioration continus.

→ Construire des systèmes de gestion des connaissances pour la continuité et l'extension. Cela pourrait permettre aux parties prenantes de documenter, d'adapter et de mettre à l'échelle des approches réussies. En capturant une gamme d'expériences, ces systèmes renforcent la résilience et assurent que le processus de transformation reste adaptatif et durable.

→ Les efforts de transformation doivent être étendus et institutionnalisés pour obtenir un impact à long terme. Les stratégies éprouvées pour autonomiser les femmes, améliorer l'accès aux ressources et plaider en faveur de pratiques équitables doivent être documentées et reproduites, permettant ainsi un apprentissage et une adaptation continus. Le processus de mise à l'échelle garantit que les succès ne sont pas isolés, mais qu'ils sont étendus pour bénéficier à des communautés plus larges et aux générations futures. Certaines meilleures pratiques ont été présentées lors de la conférence dans les ateliers. Par exemple : la formation au plaidoyer au Nigeria, l'initiative Haki Ardhi au Kenya, l'Association des Femmes 2000 pour l'accès aux fonds, Formation d'auxiliaires juridiques au Kenya, etc.



### 3. Principales recommandations

Les recommandations suivantes ont été formulées :

#### ÉGALITÉ DES GENRES AU NIVEAU DES POLITIQUES

- Adoption et mise en œuvre des Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Renforcement de la représentation des femmes dans l'élaboration des politiques liées aux systèmes agroalimentaires.
- Harmonisation des politiques foncières entre les secteurs et les frontières et révision des pratiques coutumières en collaboration avec les leaders communautaires ou de la société civile.
- Élaboration de manuels d'autonomisation juridique pour éduquer les femmes sur les contrats agricoles et les accords fonciers.

#### LA SOCIÉTÉ CIVILE, MOTEUR DE CHANGEMENT

- Autonomisation juridique et formation de parajuristes pour les groupes marginalisés afin de faire valoir leurs droits à la terre, au travail ou aux ressources en leur propre nom.
- Favoriser les réseaux et campagnes dirigés par la communauté qui amplifient les voix locales, influencent les agendas politiques et tiennent les responsables redevables.
- Concevoir et déployer des stratégies inclusives, par exemple en assurant l'accessibilité pour les personnes handicapées, en abordant les discriminations liées à l'âge et à l'ethnicité, pour éliminer les obstacles croisés à la participation.
- Aller au-delà de la représentation ; veiller à ce que les femmes passent de la marge au centre de la prise de décision, ce qui signifie parler avec les femmes et les écouter, et cesser de les considérer comme des bénéficiaires mais comme des partenaires.
- Fournir un soutien organisationnel aux organisations dirigées par des femmes et renforcer leurs compétences en matière de plaidoyer.



# TOGETHER

## STRENGTHENING WOMEN'S VOICES FOR SUSTAINABLE AGRICULTURE and FOOD SYSTEMS

### PANEL WITH GENDER CHANGE AGENTS IN CIVIL SOCIETY

- PANELISTS:** KOBUSINGYE LOVIN (UGANDA NATIONAL WOMEN'S FISH ORG.), SHELWITH MARANYA (AFRICA JUSTICE INITIATIVE), JENICE ACHIENG AUDI (YOUNG PROFESSIONALS for AGRICULTURAL DEVELOPMENT), NKWAH ELIZABETH NDIBABONGA (BALI WOMEN'S UNION of FARMING GROUPS), FANJA RAHANTAMALALA (PNFDDSA)

"WHICH WORDS REPRESENT THE MOVEMENT FOR YOU?"

LEGAL EMPOWERMENT FOR INCLUSIVITY, PASSION, COURAGE, GO-GETTER, EAGER TO LEARN, KIND, PERSISTENCE, RESPONSIBLE, TRANSFORM, TOGETHERNESS, RESISTANCE

KEEP PUSHING FOR CHANGE, KEEP RESISTING



TRAIN YOUTH IN LEGAL MATTERS  
EMPOWER WOMEN WITH LEGAL SKILLS  
OFFER PARALEGAL SERVICES  
TRAIN WOMEN ON LAMMAKING and EMPOWER THEM TO PARTICIPATE IN THE PROCESS  
USE RADIO and DIGITAL MEDIA TO INCREASE AWARENESS  
SIMPLY LEGAL MATERIAL MAKE IT EASIER TO CONSUME

TRAIN WOMEN ON ACCESSIBLE AGRI-METHODS > GARDEN < FARMING  
STRENGTHEN TRADITIONAL FARMING METHODS  
TRAIN IN ENTREPRENEURSHIP  
STRENGTHEN WOMEN'S KNOWLEDGE  
SCALE UP THE PROGRAM

ENCOURAGE/ALLOW USE OF "GRANDMA'S SEEDS"  
FIND ALTERNATIVES TO BANKING - INTEREST RATES ARE HIGH  
STAND UP FOR CAMEROON MOTHERS OF A NATION  
LOBBY FOR RIGHTS & PROTEST FOR PEACE IN CAMEROON  
BEEN CREATING & SELLING ORGANIC FERTILIZER

I'VE SEEN THAT MY MOTHER CANNOT MAKE DECISIONS ABOUT LAND WITHOUT MY DAD  
ISSUE YOUTH REPRESENTATION IN FARMERS ORGS  
GROW YOUTH WING OF FARMERS ORG  
CONNECT YOUTH SO THEY CAN SCALE UP & FIND NEW OPPORTUNITIES  
STRENGTHEN YOUTH CAPACITY, PROVIDE MENTORSHIP

HARD FOR A WOMEN TO GET CAPITAL/FUNDING  
NEED FOR BETTER PREVENTION MECHANISMS  
CAPACITY BUILDING, KNOWLEDGE SHARING, MENTORING, CURRICULUM DEVELOPED BY WOMEN FARMERS  
TRAINING REGIONALLY  
SHARING INDIGENOUS KNOWLEDGE  
GOVERNMENT IS BANNING LOCAL FISHING TO FORCE US TO EXPORT FISH - POLITICAL BARRIERS  
RAISE AWARENESS ON THE MULTI-DIMENSIONAL IMPACT OF THE BAN

How can we implement?

WORK TOGETHER TO PUSH FOR CHANGE - YOU MAY NEVER SEE THE CHANGE IN YOUR OWN LIFE TIME  
CONTINUE TO LOOK FOR ALLIES  
YOUTH NEED SUPPORT, YOUTH STRATEGY SHOULD BE IMPLEMENTED  
ADVOCATE FOR MORE RESOURCES FOR CAPACITY BUILDING  
INCLUDING HUSBANDS

THERE IS NEED FOR DATA FOR BETTER UNDERSTANDING - GENERATE MORE EVIDENCE BASED DATA TO COMMUNICATE & ADVOCATE WITH  
WE NEED INCLUSIVE INTERSECTIONALITIES  
INNOVATIVE FUNDRAISING METHODS NEEDED  
MORE WOMEN LEADERS IN GOVERNING ROLES  
REDUCE THE CONFERENCES & GO IN TO ACTION - GO IN TO THE FARMS

WE HOPE FOR:  
EMPOWERED WOMEN IN LEADERSHIP POSITIONS  
INTER-SECTIONALITY  
CAPACITY BUILDING  
PERSONAL DEVELOPMENT  
INNOVATE FUNDRAISING METHODS  
WORK TOGETHER  
"WE ARE SAYING NO!"

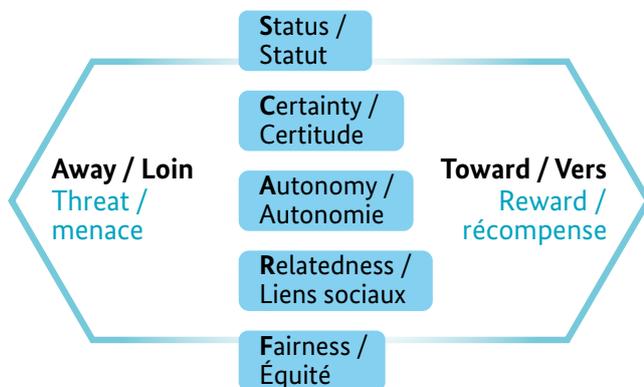
## LE LIEN ENTRE LE CLIMAT, LA NUTRITION ET LE GENRE

- Intégrer le climat, la nutrition et le genre dans des politiques nationales unifiées et des flux de financement regroupés.
- Mettre en œuvre des programmes intersectoriels soutenus par un cadre de suivi et évaluation utilisant des indicateurs ventilés couvrant toutes les dimensions du nexus.
- Investir dans la recherche interdisciplinaire et les systèmes de données ventilées pour combler les lacunes en matière de preuves sur la façon dont les dynamiques de genre influencent les résultats climatiques et nutritionnels, en orientant les politiques et programmes adaptatifs.

## APPROCHES INNOVANTES À DIFFÉRENTS NIVEAUX

- Des approches participatives dirigées par la communauté, telles que le théâtre participatif, pour susciter une réflexion collective et accélérer un changement social durable.
- Comblar le fossé numérique entre les genres avec un accès abordable et une alphabétisation numérique adaptée pour renforcer les femmes et les groupes marginalisés afin d'exploiter des informations et des technologies critiques pour une plus grande autonomie dans les systèmes agroalimentaires en formant des coalitions avec des alliés masculins grâce à un engagement structuré pour reconfigurer les dynamiques de pouvoir et garantir que les hommes deviennent des défenseurs actifs de la justice de genre.

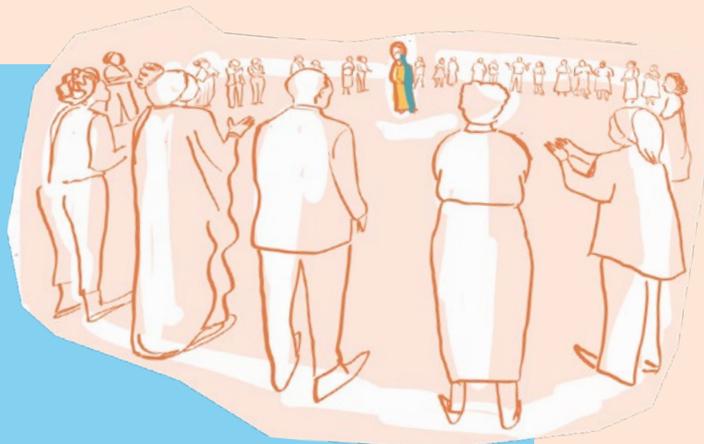
### LE MODÈLE SCARF



Le modèle SCARF décrit cinq dimensions de l'expérience sociale qui influencent le comportement humain. Il repose sur deux hypothèses centrales : premièrement, que les gens sont fondamentalement motivés à rechercher des récompenses et à éviter les menaces ; et deuxièmement, que le cerveau traite les besoins sociaux avec un niveau d'urgence similaire à celui des besoins physiques de base comme la nourriture et l'eau. Le modèle utilise cinq moteurs sociaux du comportement humain. La première lettre de chaque catégorie forme en anglais les lettres S, C, A, R et F du modèle SCARF.

- **Statut** (anglais : status) : Comment vous vous voyez et comment les autres vous voient.
- **Certitude** (anglais : certainty) : À quel point vous pouvez être confiant quant à l'avenir.
- **Autonomie** (anglais : autonomy) : À quel point vous avez le contrôle sur votre vie.
- **Liens sociaux** (anglais : relatedness) : À quel point vous vous sentez connecté aux autres.
- **Équité** (anglais : fairness) : À quel point vous estimez que les décisions vous concernant ont été raisonnables.

Le modèle SCARF nous permet de classer et de comprendre les déclencheurs sociaux qui motivent notre comportement.



- Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur les obstacles structurels auxquels les femmes sont confrontées, tels que l'accès aux droits fonciers.
- Constituer des coalitions médiatiques pour le plaidoyer, renforcer les plateformes continentales des femmes et harmoniser les messages des OSC.
- Impliquer les alliés masculins en utilisant des modèles éprouvés comme SCARF et en travaillant à plusieurs niveaux : individuel, relationnel et culturel (atelier Comblent le fossé).

## LEADERSHIP INTERGÉNÉRATIONNEL

- Mettre en œuvre des programmes de mentorat structuré pour les jeunes avec une formation ciblée en agro-industrie afin de développer la prochaine génération de leaders.
- Établir des parcours clairs et des programmes de parrainage au sein des organisations de producteurs pour accélérer l'accès des femmes talentueuses à des rôles de gouvernance, construisant ainsi un vivier de leadership robuste.
- Intégrer la sagesse agricole autochtone aux techniques modernes dans les programmes de leadership et les modules de formation pour créer des modèles culturellement pertinents qui favorisent un changement inclusif.

## SYSTÈMES DE MARCHÉ & JUSTICE ÉCONOMIQUE

- Développer des chaînes de valeur inclusives qui abordent les inégalités structurelles de genre et renforcent l'autonomie économique des femmes.
- Étendre les régimes de certification et l'accès équitable au marché adaptés aux entreprises et coopératives dirigées par des femmes.
- Promouvoir des services financiers équitables entre les genres, y compris les prêts basés sur des groupes, les mécanismes d'épargne et les modèles de crédit alternatifs.

- Développer des structures de gouvernance solides et assurer les liens avec le marché (atelier Femmes en Leadership).

## THÈMES TRANSVERSAUX

Pour que la transformation des systèmes agroalimentaires soit véritablement inclusive et durable, plusieurs questions transversales doivent être systématiquement intégrées tout au long du processus. Ces questions garantissent que les interventions recommandées abordent les inégalités structurelles et les obstacles auxquels les femmes sont confrontées tout en favorisant un système agroalimentaire résilient et équitable. Les sujets qui ont émergé de la conférence en tant que questions transversales sont :

- **Intersectionnalité et inclusion** signifient que les solutions doivent inclure la race, la classe, l'ethnicité, le handicap et les réalités rurales – une solution unique pour tous ne fonctionne pas.
- **La résilience climatique et la durabilité** renforcent la viabilité à long terme de ces efforts. Toutes les actions doivent être sensibles au climat, intégrant des stratégies d'atténuation et d'adaptation pour protéger les moyens de subsistance et les ressources naturelles.
- **Amplifier les voix et les récits** assurent que les contributions et les défis des femmes sont visibles, reconnus et pris en compte. Les histoires de leadership, d'innovation et de résilience des femmes aident à remettre en question les normes, à inspirer l'action et à informer les politiques avec des réalités vécues.

La transformation des systèmes agroalimentaires nécessite une approche intégrée qui relie des interventions structurées à des considérations transversales pour garantir un impact à long terme. La nature interconnectée des données, du plaidoyer, du développement des politiques et de la mise à l'échelle assure que ces efforts restent pertinents et efficaces. À l'avenir, les parties prenantes doivent travailler en collaboration pour mettre en œuvre ces piliers tout en veillant à ce que les questions transversales demeurent centrales dans toutes les actions, rendant ainsi la transformation véritablement inclusive, durable et impactante.

## II. Voie à suivre

Suite à la conclusion réussie de la conférence « **Ensemble : Renforcer la voix des femmes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables** », la prochaine étape consiste à traduire les discussions, les idées et les engagements en actions concrètes qui permettront de générer un changement durable. Pour y parvenir, la conférence a également servi de lancement à la Communauté de Pratique (CdP) « Ensemble cultiver la justice de genre : Transformer les systèmes agroalimentaires ». L'ouverture officielle a eu lieu à la fin de la conférence à Nairobi et sera suivie de sessions virtuelles bimensuelles. Ces sessions serviront de plateformes pour un dialogue continu, un apprentissage et le développement de stratégies, ainsi que des mesures orientées vers l'action en faveur de la justice de genre dans les systèmes agroalimentaires.

La CdP réunira environ 40 participant.e.s de 13 pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie, représentant un mélange diversifié de parties prenantes, y compris des représentant.e.s du gouvernement, des organisations de la société civile, des représentant.e.s des agriculteur.trice.s et des agences de développement. Cette composition diversifiée garantira qu'un large éventail de perspectives et d'expertise soient intégrés dans les discussions et les actions ultérieures.

L'objectif principal de la CdP est de créer une plateforme collaborative et durable où les participant.e.s peuvent partager leurs connaissances, identifier les meilleures pratiques et définir des stratégies collectives pour promouvoir des approches féministes dans les systèmes agroalimentaires. En favorisant des connexions profondes avec des acteurs partageant les mêmes idées à travers divers secteurs, la CdP contribuera à générer un changement significatif qui soit inclusif et impactant.



Lors de la réunion de la CdP à Nairobi, et à travers une évaluation des besoins remplie par les membres de la communauté, plusieurs sujets clés d'intérêt pour les participant.e.s ont émergé de la discussion. Ces sujets sont essentiels pour promouvoir l'équité entre les sexes dans les systèmes agroalimentaires et ils seront explorés plus en profondeur dans les discussions de la CdP. Les sessions seront préparées par les membres de la communauté eux-mêmes. Les quatre premiers thèmes parmi les sept sessions virtuelles seront :

- **Approches pour le renforcement des capacités en matière d'égalité entre les genres** : Ce sujet se concentrera sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités qui transforment les relations de genre dans l'agriculture. Il examinera comment les initiatives de formation et de développement peuvent remettre en question les rôles traditionnels de genre et permettre aux femmes d'occuper des postes de leadership au sein des chaînes de valeur agricoles et des systèmes alimentaires.
- **Développement de stratégies de genre pour les systèmes agroalimentaires** : Les participant.e.s collaboreront pour créer des stratégies transformatrices en matière de genre qui intègrent les considérations de genre dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des systèmes alimentaires. Cela permettra de s'assurer que les politiques des systèmes alimentaires répondent non seulement aux besoins pratiques des femmes, mais aussi promeuvent leur autonomisation stratégique dans le développement agricole.
- **Suivi, évaluation, responsabilité, et apprentissage** (anglais : Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning, MEAL) liés au genre : Développer des systèmes MEAL transformant les relations de genre sera essentiel pour garantir que les programmes agricoles et alimentaires répondent véritablement aux besoins des femmes. La CdP explorera des stratégies pour mesurer efficacement les impacts de genre et tenir les acteurs responsables de leurs engagements envers la justice de genre.
- **Impliquer les hommes et les garçons dans le renforcement des voix des femmes dans les systèmes agroalimentaires** : Pour créer un environnement véritablement transformateur et inclusif, il est essentiel d'impliquer les hommes et les garçons dans la remise en question des normes de genre et le soutien au leadership des femmes dans les systèmes alimentaires. La CdP explorera comment concevoir des stratégies efficaces pour engager les hommes et les garçons dans la promotion de l'égalité des genres dans les processus agricoles.

À l'avenir, les équipes travailleront sur chacun des sujets mentionnés ci-dessus pour les rationaliser, en veillant à ce qu'ils ne soient pas trop larges, afin que les résultats des sessions de la CdP soient des stratégies ciblées et actionnables qui peuvent être directement mises en œuvre dans le contexte des systèmes agroalimentaires. La CdP est liée au réseau plus large des [Partners for Change \(P4C\)](#) à travers les ambassadeur.drice.s P4C.



